

Courrier
de la **Planète**

DÉVELOPPEMENT, ENVIRONNEMENT
LES DÉFIS D'UN MONDE SOLIDAIRE

Etats-Unis

**Que faire
de la
puissance ?**



10€



Puissance

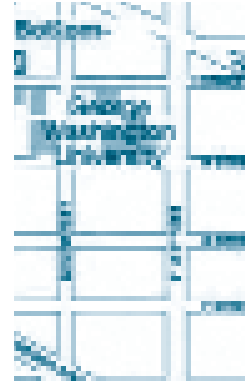
6
Un
nationalisme
d'exception
Entretien avec
Anatol Lieven
New America Foundation

11
Fatigue
stratégique
Graham Fuller
Ancien officier
de haut rang de la CIA

12
Retour
d'Empire
Entretien avec
Pierre Hassner
Centre d'études et de
recherches internationales

15
D'une
hégémonie
à l'autre
Niall Ferguson
Harvard University

22
Critiques
au sommet
Mark Malloch Brown
Vice-Secrétaire général
des Nations unies



25
M. Candide,
ambassadeur
Alan Berlind
Diplomate de carrière
à la retraite

28
La stratégie du
bon voisinage
Moisés Naím
Rédacteur en chef
de *Foreign Policy*

30
Une armée de
mercenaires ?
Michael A. Cohen
et **Maria Figueroa Küpçü**
World Policy Institute

Dispositifs

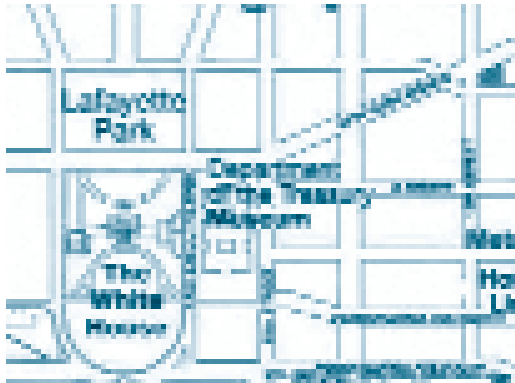
34
Dangereuse
suprématie ?
Keir A. Lieber
University of Notre Dame
Daryl G. Press
Dartmouth College

38
Ruptures
et continuités
Christian Deblock
et **Jean-Frédéric Morin**
Université du Québec
à Montréal

43
Un modèle
intenable
Brian M. Riedl
The Heritage Foundation

S O M M A I R E

Que faire de la puissance ?



46
Tendances
latines
Bernard Wasow
The Century Foundation

48
Tout sur les
technologies
**Robert C. Marlay et
Lindsay A. Roland**
Département de l'Energie
des États-Unis

51
Le facteur
décisif
John Judis
Editorialiste,
The New Republic

54
Aide morale
et stratégique
Thierry Giordano
Institut du développement
durable et des relations
internationales

57
La puissance
douce
Lael Brainard
The Brookings Institution

58
L'efficacité
d'abord
**Entretien avec
Stephen Krasner**
Directeur du Policy Planning
(Département d'Etat)



Repères

62-67
Chronologie
Etats-Unis :
50 ans
de puissance.

68
Rebond
L'inusable
vitalité
de l'Afrique

mainaire

Avec l'administration Bush, on voit surgir pour la première fois depuis la fin du XIX^e siècle une idéologie proprement impérialiste. Les attentats du 11 Septembre ont ouvert la voie à l'idéologie néoconservatrice pour qui les États-Unis sont un « Empire bienveillant » : on passe de la dissuasion à la préemption, des mythes du droit international à l'unilatéralisme.

Retour d'Empire

*CERI – 56 rue Jacob
75006 Paris – France
pierre.hassner@sciences-po.fr
www.ceri-sciencespo.com

ENTRETIEN AVEC PIERRE HASSNER

CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES INTERNATIONALES*

Courrier de la planète : Historiquement, comment a évolué la question de l'« impérialisme américain » ?

Pierre Hassner : Au moins d'un point de vue économique, et dans la tradition marxiste, on a toujours parlé de « l'empire américain ». Mais du point de vue des Américains eux-mêmes, il n'y a guère qu'à la fin du XIX^e siècle et au tout début du XX^e qu'ils ont connu une période impériale classique, affirmée comme telle sous les présidences McKinley et, surtout, Roosevelt, avec les conquêtes de Guam, des Philippines et de Porto Rico.

En dehors de cette période, les Américains ne se sont jamais considérés comme un empire. Même si l'expansion territoriale sur le continent nord-américain et leurs multiples interventions en Amérique latine s'y apparentent. C'est une notion absente de leur idéologie, plutôt basée sur la promotion du libre-échange et la primauté du dollar pour parvenir à substituer l'économique au militaire.

La déclaration d'adieu du Président Washington indiquait qu'il ne fallait pas rentrer dans le piège des querelles européennes, que c'était pré-

cisément ce à quoi on avait tenté d'échapper en émigrant aux États-Unis. Au fur et à mesure que l'Amérique est devenue plus riche, son rôle international a grandi et a été assumé pleinement après la deuxième guerre mondiale. Mais là aussi, c'était une attitude défensive, avant tout pour contenir le communisme soviétique.

Aujourd'hui, avec l'administration Bush, c'est la première fois depuis la fin du XIX^e siècle que l'on voit surgir une idéologie proprement impérialiste, qui n'était d'ailleurs pas celle de sa campagne électorale en 2000. Les attentats du 11 Septembre ont changé la donne et ouvert la porte à l'influence d'une fraction de néoconservateurs, qui s'était formée en 1998 au sein du Project for a New American Century, un *think tank* d'idéologie clairement impérialiste. Ces individus estiment que c'est la vocation des États-Unis d'exporter la démocratie partout dans le monde, que les États-Unis constituent un « Empire bienveillant ». On passe du réalisme bon teint de Bush père et du libéralisme ambigu de Clinton, à une véritable doctrine d'affirmation des États-Unis. On passe de la dissuasion à la préemption, des mythes du droit international

multilatéral à l'unilatéralisme. C'est une affirmation martiale et impérialiste : « qui n'est pas avec nous est contre nous ».

Ces idéologues sont aujourd'hui en perte de vitesse. L'influence de Condoleezza Rice, la secrétaire d'Etat, a augmenté, avec une diplomatie beaucoup plus classique, sans toutefois affecter, semble-t-il, les tendances profondes de Georges W. Bush lui-même.

Cdp : Peut-on facilement dessiner des grandes lignes de partage entre les différentes doctrines américaines de politique étrangère ?

P. H. : Une interprétation traditionnelle présente l'évolution de la politique étrangère américaine à la lumière d'une double opposition : entre idéalisme et réalisme et entre isolationnisme et internationalisme, ou impérialisme. Ainsi, avec l'influence de théoriciens européens comme Hans Morgenthau ou Henry Kissinger, les États-Unis seraient passés de l'idéalisme au réalisme. Ils seraient passés de l'isolationnisme à l'internationalisme avec les présidents Wilson et Roosevelt, sous l'effet de la montée en puissance de l'Amérique et de ses potentiels rivaux. Mais ces oppositions sont loin d'être claires et évidentes et passent leur temps à se combiner et à se modifier en fonction notamment des évolutions de la société américaine et du monde.

Des travaux récents ont proposé de nouveaux clivages. Par exemple, Walter Russel Mead, chercheur au Council on Foreign Relations, remonte jusqu'aux Pères Fondateurs pour dis-

tinguer une tradition « jacksonnienne » de démocratie populiste, aux côtés des courants plus communément répertoriés comme le « jeffersonisme » isolationniste, le « wilsonisme » idéaliste ou encore le « hamiltonisme » réaliste. Cette tradition jacksonnienne définit aujourd'hui une fraction importante de la population américaine, celle des États du Sud à la mentalité « petit Blanc », portée sur l'esprit de la Frontière et la défense du port d'arme, de la chasse et de la peine de mort. Les interventions militaires extérieures n'étant approuvées que s'il s'agit d'intérêts américains tangibles. Cette vision s'oppose à celle des populations des grands centres urbains ou des deux côtes, plutôt libérales et divisées entre pacifistes et interventionnistes.

Il faut faire attention toutefois à ne pas considérer que les idées suffisent à elles seules à expliquer la politique étrangère américaine. Pour ce qui est de l'action politique, la tradition du pragmatisme est une véritable marque de fabrique des États-Unis : la pensée est mobile suivant les fins et les moyens. Et comme partout ailleurs, les idées peuvent servir d'habillage ou de rationalisation *a posteriori* pour justifier des entreprises pragmatiques prises dans l'urgence.

Cdp : Ces clivages sont d'autant plus difficiles à établir qu'il existe une multiplicité des centres de décision à Washington...

P. H. : En effet, le processus de décision de Washington est complexe et procède du jeu de forces nombreuses et variées : économiques, électorales, idéologiques, intellectuelles, etc. Il existe de nombreux centres de pouvoir qui se concurrencent, notamment le Conseil de sécurité national, le département d'Etat – équivalent du ministère des Affaires étrangères, le Pentagone, la CIA et le Congrès. De plus, tous ces centres ne suivent pas durablement une stratégie unique et cohérente, élaborée par une seule école de pensée.

Cdp : Quelles sont les grandes traditions sur lesquelles se fonde l'usage de la force ?

P. H. : Il existe une tradition martiale, violente, décrite par le général Sherman, chef des troupes



NEW YORK. STATUE DE G. WASHINGTON. D. COMARÉ.

P. Hassner, J. Vaisse, *Washington et le monde, dilemmes d'une superpuissance*. Autrement, CERI, 2003.

P. Hassner, « États-Unis : l'empire de la force ou la force de l'empire ? » Institut d'études de sécurité. *Cahiers de Chaillot* n° 54, septembre 2002. Repris dans *La terreur et l'empire*, Seuil, 2003, Reed/Points-Seuil, 2006.

D. Rothkopf, « Look Who's Running the World Now ». *Washington Post*, 12 mars 2006.

J. Kurlantzick, « After the Bush Doctrine ». *The New Republic*, 13 février 2006.

S. Holmes, « Neo-Con Futurology ». *London Review of Books*, vol. 28, n° 19, 05 octobre 2006.

W. R. Mead, *Special Providence, American Foreign Policy and How It Changed the World*. Routledge, 2002.

du Nord pendant la guerre de Sécession, qui disait en substance que la guerre c'est l'enfer, qu'il ne faut pas chercher à l'humaniser. C'est dans cette tradition qu'on peut inscrire Hiroshima.

Face à cela, il y a eu quand même l'idée de dire que grâce à la technique, à la précision, on peut chercher à humaniser la guerre, à éviter les pertes civiles. Les États-Unis ont toujours navigué entre ces deux extrêmes, entre une vision brutale, quasi darwinienne, de lutte pour l'existence où c'est le plus fort qui gagne et la tentative de substituer le droit à la force ou tout au moins d'y avoir recours, comme par exemple quand la Cour suprême déclare que Guantanamo et les tribunaux militaires sont illégaux.

Il est intéressant de noter que les États-Unis subissent et tolèrent énormément de violence à l'intérieur de leurs frontières alors même qu'ils sont réticents à risquer la vie de leurs soldats à l'extérieur, en s'efforçant de réduire les pertes par le recours à la technique ou aux alliés. L'individualisme américain, la méfiance envers l'Etat, la tradition des milices de la guerre d'Indépendance et celle du Far West expliquent à la fois l'importance de la violence individuelle à l'intérieur et l'importance attachée à la vie de chaque soldat : le modèle est toujours celui d'individus se rassemblant volontairement et temporairement pour chasser les criminels ou les éliminer.

Cdp : Quels sont les conflits qui ont constitué un tournant dans cette tradition ?

P. H. : Les deux guerres mondiales sont typiques de la manière américaine de mener une guerre : un objectif radical avec une connotation de croisade, la construction d'une force militaire massive et la poursuite des opérations militaires qui, avec un seul but, la victoire, fait abstraction des règlements politiques post-conflit. C'est la guerre de Corée (1950-1953) qui a introduit une série de révolutions et de frustrations par l'idée d'un emploi limité de la force au service non pas de la victoire totale mais d'un *statu quo* local. De là date une tension entre la stratégie du tout ou rien et celle du gradualisme et de la guerre limitée.

Cdp : Quelles sont les résonances actuelles de cette tension sur l'usage de la force ?

P. H. : Nous sommes toujours face à deux Amériques : l'une, bourgeoise, libérale et indivi-

dualiste et une autre, paysanne, plus dure, plus militariste. Le 11 Septembre a donné un net avantage à cette deuxième catégorie. La guerre contre le terrorisme, grande stratégie de la politique étrangère, a été conçue de manière exclusivement militaire et a conduit les États-Unis à se lancer à la poursuite de ses ennemis sans les réserves traditionnelles quant au risque de pertes et sans objections juridiques ou humanitaires. La préemption unilatérale s'est substituée à la dissuasion et c'est sur sa qualité de chef de guerre que George Bush assoit son autorité présidentielle.

Cdp : Où en sommes-nous aujourd'hui du débat sur la puissance américaine ?

P. H. : Les États-Unis demeurent de loin la principale puissance, militaire et économique, et continuent de connaître un grand dynamisme, y compris démographique. Mais très nettement, il semble que toute leur rhétorique de croisade pour la démocratie a été un peu mise en sourdine. Depuis deux ans, on vit une inflexion qui s'affirme de plus en plus nettement, avec l'échec de la guerre en Irak, la montée en flèche de puissances émergentes comme la Chine et l'Inde, l'émancipation de l'Amérique latine, etc.

D'autre part, on voit bien que les États-Unis ont atteint les limites de leurs capacités militaires dans le fait qu'ils n'interviennent pas en Iran ou en Syrie comme ils l'auraient souhaité. Pour ça, il faudrait rétablir le service militaire obligatoire, ce qu'ils ne veulent pas. On le voit aussi avec la Corée du Nord, inscrite sur la liste de l'Axe du Mal, mais où rien en réalité n'a été engagé contre cet Etat considéré comme « voyou ».

En fait, la disparition de l'Union soviétique a confronté les États-Unis à un désordre multipolaire, provoquant une multiplicité de conflits ou de situations anarchiques appelant l'intervention d'un policier extérieur, et à des menaces potentielles et diverses à leur hégémonie. D'où la résurgence d'un débat sur les priorités de l'action américaine dans le monde et sur ses méthodes, qui s'est poursuivi tout au long de l'administration Clinton et a été relancé sous l'administration Bush. En un sens, l'administration Bush est arrivée à la jonction de ce qu'on pourrait appeler le « post-Vietnam » et la « post-guerre froide », renouvelés par le « post-Somalie », le « post-Irak » et le « pré-Chine ». ●